

pétition qu'ils maintiennent, au commerce, à l'industrie, à une grande prospérité matérielle pour un tems ; c'est-à-dire, qu'une grande partie du peuple demeure saine—aussi longtemps que le principe d'égoïsme qu'ils couvent n'est pas encore devenu universel. Mais aussitôt que le principe sur lequel ils sont fondés gagne le cœur de la communauté, et que l'appétit des richesses, des places et de la puissance affecte toutes les classes et devient universel, alors toute espèce de prospérité s'évanouit, et la communauté tombe en pièces par un vice interne, et par sa propre corruption. Ce qu'on appelle état libre est souvent remarquable par une activité subite et surprenante, mais il l'est aussi par une chute et une défaillance aussi subite et aussi surprenante, et cela réside dans la nature des choses, à moins qu'il n'y ait un principe opposé et conservateur indépendant du gouvernement. En ce cas si nous voulons négliger les leçons de l'antiquité, (car notre coup d'essai n'est pas aussi nouveau que nous nous en vantons quelquefois,) nous avons tort de négliger les leçons de notre propre expérience. Toute personne qui étudiera attentivement notre histoire politique, et analysera avec soin nos institutions populaires admettra que notre état contient en lui les germes de sa propre dissolution, et que ces germes commencent déjà à se développer. A moins que cette tendance, à laquelle nous nous sommes déjà laissés aller si loin, ne soit arrêtée et qu'un principe conservateur plus fort et plus efficace ne vienne à notre secours, on doit abandonner toute espérance d'un meilleur succès.

Nous connaissons combien tout cela doit être peu du goût de nos concitoyens et combien ils le recevront mal. Il sera aisé de l'attribuer à notre imagination malade, ou à notre ambition déçue, il sera aisé de l'attribuer à une décadence croissante de nos institutions, à un penchant vers les autres formes de gouvernement, ou à un amour de singularité et de notoriété. Tout cela est aisé à dire, et tout cela sera certainement dit, et sera cru non pas par un peu de monde. Il y a mille langues intéressées à faire taire la voix de la vérité qui est encore faible, et qui le peuvent faire ainsi. Mais, hélas ! la vérité reste toujours la même, et le mal n'en existe pas moins, quelque efficacement que nous cherchions à le cacher aux yeux des spectateurs. Le mal est là. Le cancer ronge jusqu'au fond des entrailles, et il faut que la mort tôt ou tard, s'en suive. Nous dirons ce que nous voudrions du médecin qui nous avertit du danger, qui nous avertit de ne point perdre de tems, et d'appliquer le remède avant que le mal devienne incurable ; nous pourrions l'envoyer et en appeler un autre qui nous dira des choses agréables, qu'il n'y a aucun danger, que nous pouvons manger, boire, danser, chanter, être joyeux tout comme d'ordinaire ; mais cela ne nous servira de rien, le cancer est là, et il mange, mange, et n'en mange pas moins.

Mais nous n'avons point terminé le catalogue de nos dangers ; la racine de tout le mal est dans la présomption que nous avons d'obtenir une vertu positive d'une pure quantité négative, c'est-à-dire, de l'égoïsme. Cette tentative comme nous l'avons vu fait que l'égoïsme devient le principe qui gouverne toute la communauté. Ainsi donc, le grand objet de l'action, en autant que le gouvernement y est concerné, est de chercher les moyens de promouvoir non point le bien public, mais l'intérêt privé, mais de supposer qu'il peut en même tems promouvoir l'intérêt privé de tous ou même d'une majorité, cela est absurde. Il ne peut, dans la nature des choses, que promouvoir l'intérêt privé d'un petit nombre ; alors il doit y avoir quelque *machination* par laquelle le petit nombre contrôlera les opérations du gouvernement, s'en assurera pour lui les avantages ; dans le langage du jour "les dépouilles" à cette *machination* nous lui donnerons le nom de PARTI. Il peut y avoir encore dans le pays quelque reste de vertu, quelque reminiscence de cette doctrine que nous devons chercher le bien public. Ceux qui partagent encore ces souvenirs peuvent, s'ils sont libres d'agir, suivant leurs propres convictions et d'après leurs devoirs, nous troubler et traverser nos desseins. Il nous faut les contrôler par l'organisation de partis, par des usages de parti et substituer le dévouement de parti au dévouement du public, et faire ainsi que les vertus mêmes du peuple servent aux avantages de l'égoïsme. Delà découle un système de tactique de partis. Système dont notre pays a plus à craindre que de toute autre cause quelconque.

Ce système, si nous l'avons bien étudié—et nous l'avons étudié d'après la doctrine des amis intimes de ce personnage distingué qui en est à présent le représentant le plus distingué—est en substance celui-ci : Dans un gouvernement républicain tout doit être fait par partis. Alors notre premier effort est de gagner et de conserver la majorité pour notre parti. Nous ne devons

jamais proposer aucune mesure pour le jeter, ou le laisser dans la minorité. Si nous conservons notre parti dans la majorité nous pouvons de tems à autre par son moyen proposer et conduire telles mesures que nous jugerons à propos ou expédiente. Marquez ceci. Le premier objet est non pas de trouver et de supporter ce qui est pour le bien public, mais, par le moyen de notre organisation et de notre enseignement, de mettre et conserver notre parti dans l'influence. Après cela, si l'on peut servir le public sans tomber dans la minorité, bien et bon ; si on ne le peut, pourquoi ? tant bien que bon, pourvu qu'on puisse parvenir—aux charges. Rien ne peut être pire que cela. Les partis régulièrement organisés dans un gouvernement républicain, organisés dans une vue de permanence, en sorte que le premier devoir du citoyen est de les soutenir, sont remplis de plus grand danger contre la liberté. Ce sont des efforts pour détruire la constitution et pour rendre la minorité capable de gouverner la majorité. Ce sont des machines construites tout exprès pour centraliser le pouvoir, à l'avantage des politiques intriguants, qui en s'emparant du pouvoir, peuvent conduire comme il leur plaira. Les seuls partis réellement tenables dans un gouvernement libre sont ceux qui surgissent comme naturellement et d'eux-mêmes, et qui se groupent à l'entour des différentes vues de la politique du gouvernement. Ils viennent quand ils peuvent, durent aussi longtemps que cette politique dure, il se dissolvent d'eux-mêmes. Ils viennent, ils accomplissent leur objet, et disparaissent.

Mais ayant démontré que tout doit être fait par et d'après le Parti, et que notre principal devoir est de travailler à l'organisation et à l'ascendance de notre parti, une chose sur laquelle on doit insister c'est la *fidélité à notre parti*, et la *stricte adhérence à ses usages*. La soumission de toute opinion individuelle, convictions et préférences à la décision du parti, laquelle décision, qu'on le comprenne bien, doit toujours être effectuée par les susdits politiques qui se sont emparé du pouvoir. Cela renvoie toutes les affaires entre les mains des comités centraux, et prive la grande masse des citoyens de toute voix libre dans la résolution des mesures, ou dans l'élection des candidats. Ces comités souvent constitués par eux-mêmes, ou, si ce n'est pas le cas, choisis par une faible minorité, décident toutes choses, et ne laissent aux citoyens en général, ou à la grande masse du parti rien autre chose à faire, que d'accepter leurs décisions, de soutenir leurs nominations, ou de prendre sur eux la responsabilité de jeter le gouvernement dans les mains du parti opposé.

Pour tenir entiers les rangs de son parti, pour empêcher les membres de le rompre, et de témoigner leur indépendance, on fait appel aux passions les plus basses et les plus dépravées du cœur humain. L'individu qui se montre un peu mal à son aise ou qui se dispose à fronder l'opinion de son parti, sera dénoncé, jeté de côté et déclaré ennemi, et n'ayant plus droit à la confiance de son parti. C'est ainsi que ces hommes doivent être attachés à leur parti, fidèles à ses usages, à ses décisions, à ses nominations, non par attachement pour ses principes et ses mesures, mais par crainte que s'ils font preuve de leur indépendance, ils perdront leurs parts au gâteau.

Maintenant prêchez cette doctrine au pays, et faites-en le mode de conduire à terme toutes les affaires politiques, et toute l'action du gouvernement sera à la merci des démagogues rusés, fins, adroits, et intriguants, et c'est ce que notre pays, a, comme nous l'avons déjà vu, une tendance forte, et directe à multiplier.

Autre extrait de M. Brownson.—Des démagogues.

Quand je vois des hommes enhardis dans la corruption, gorgés des dépouilles du peuple, se donner eux-mêmes comme les meilleurs amis du peuple, comme les meilleurs avocats de la démocratie, et comme les ennemis de tous ceux qui nient la force, je suis nécessairement porté à croire qu'il y a quelque chose dans cette théorie particulièrement favorable à l'accomplissement de leurs desseins corrompus et je n'ai pas besoin d'une meilleure évidence pour m'assurer de son hostilité complète contre toutes les fins légitimes du gouvernement. Ce que nous voulons ce n'est pas des professions pleines de vents sur la liberté et l'égalité, des discours bruyants, et des déclarations hardies sur la démocratie mais une *liberté substantielle*, d'après laquelle tout individu peut remplir en sûreté sans aucun empêchement, ou difficulté, sa fonction particulière dans le corps de la société, soit que cette fonction soit celle de la tête, ou de la main ou du pied. Les vrais ennemis de cette liberté substantielle sont vos politiques démocrates qui louent le peu-